

faites-moi lire, svp !

Nouvelles

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"

(pas de parution en juin et juillet) - déposé à 6000 Charleroi X

publication réalisée avec l'aide de la Communauté française

  diteur responsable : Robert Tangre

Rue Jules destr  e, 11    6020 Dampremy

Tél : 071 30 39 12

GSM : 0475 46 39 19

fax : 071 30 58 30

E mail : robert.tangre@skynet.be

C.C.B. : 068-2013811-21

Nouvelles 288

Mai 2025

Sommaire

Jean le Mineur

Second mandat de Trump

Face    Trump, la gauche doit sortir
de la paralysie

   Munich, J.D. Vance annonce le
retour du « shérif » américain

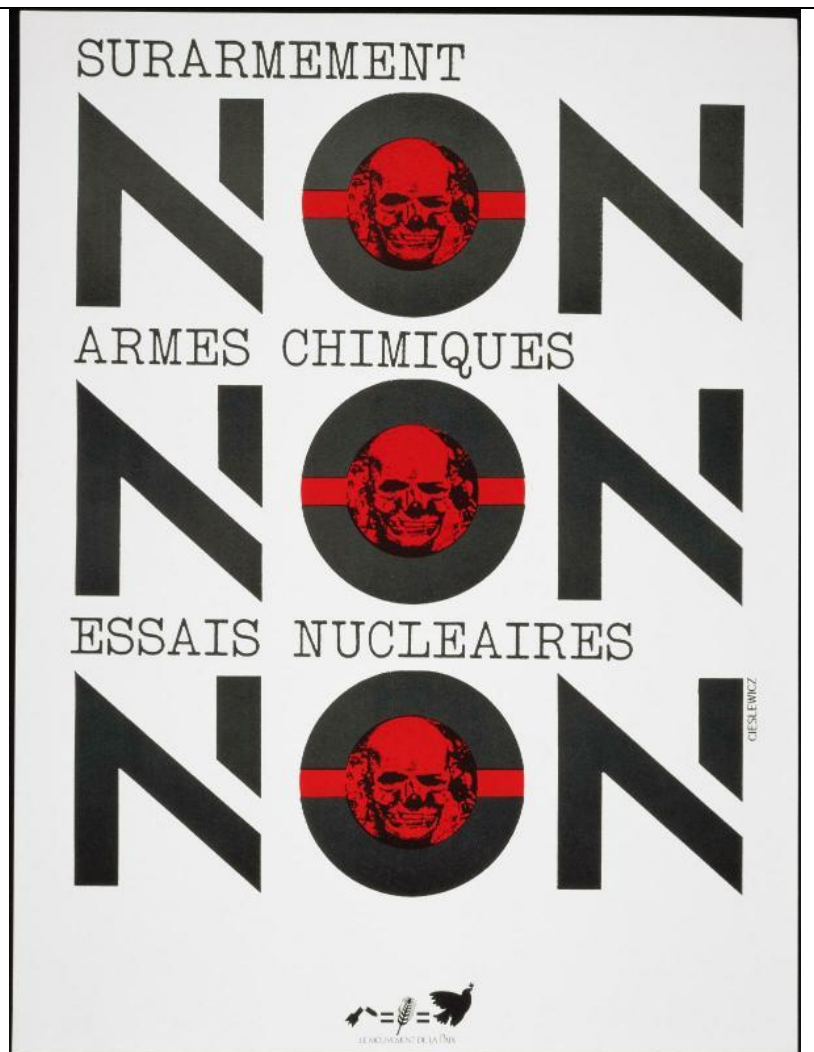
Les armes rendent le monde plus
dangereux

Le mouvement pour la paix
s'insurge contre ...militaires

Nationaliste flamand, fan de la
Rome antique et ...?

« On était vus comme des bêtes ...

L'incroyable survie d'une
famille juive de lilliputiens



Jean, mineur en Campine.



Le 4 juin, nous nous sommes rendus au charbonnage de Beringen et là, en arrivant sur le carré, nous avons été étonnés de voir quatre cages dans le même puits et 3 étages pour chaque cage. Dans un étage, on y faisait entrer 20 ouvriers mais le plus étonnant était au fond à 889 mètres, on y trouvait une grande chambre d'envoyage avec 5 voies de rails dont une qui longeait le puits. D'un côté, elle déchargeait les ouvriers ayant terminé la pause de nuit et de l'autre côté, elle chargeait les ouvriers faisant celle du matin. Donc, la voie numéro 5 ne servait qu'aux trains qui transportaient les ouvriers vers les fronts de taille. Dans chaque voiture, il y avait 16 hommes. Ces trans étaient nécessaires car les fronts de taille se trouvaient à 5 ou 6 km du puits vers le sud.

À l'étage 721, c'était l'exploitation nord. Nous y allions à pied car le front de taille était beaucoup moins éloigné du puits. Notre premier chef porion était Monsieur Guillet Maurice, ancien courcellois et notre porion, un autre wallon,

Monsieur Coppine Léon

Notre première taille mesurait 1 m 80 à 2 m. Là aussi, nous étions étonnés de ne voir que trois étançons par bèle de 3 m. Si un bois de bout de bèle poussait dans le sens contraire au premier bois, la bèle tournait et pouvait provoquer un éboulement. C'est ce qui s'est d'ailleurs produit.

Un jour, le conducteur et le chef porion nous avait demandé de boiser en doublage mais nous, nous avions placé des cayottes en travers des bèles. Il nous donna du renfort, deux autres ouvriers qui sciaient des bois dont on avait besoin.

Il fallait aller très vite car le charbon poussait comme si c'était un dégagement instantané et à ce moment, la pression des terrains était plus forte. Nous sommes restés deux heures après la pause mais nous avons empêché un éboulement. Le boisage de cayottes, une taille en danger comme on nous l'avait appris à Amercoeur nous a valu les félicitations de l'ingénieur.

Nous avons été payés par journée d'étauçonnage soit 20 francs de plus qu'à l'abatage. Après plusieurs journées de travail, la taille était en ordre. Chaque jour, nous étions accompagnés par un surveillant, le fils de notre porion. Pendant quelques mois, nous voyagions d'une taille à l'autre pour boiser à la mode d'Amercoeur. Certains jours, nous atteignons les 120 francs. Malheureusement, le vendredi 13 février en 1942, j'ai été surpris par un éboulement imprévisible. J'ai été secouru par mes frères Auguste et Pierre mais aussi par deux ou trois camarades flamands. Ils m'ont été d'un grand secours malgré qu'on ne se comprenait pas. Ils m'ont sauvé la vie. Je suis resté 6 mois à l'hôpital dont 4 mois à la clinique de Heusden et 2 mois à la clinique du professeur Stassen à Montegnée près de Liège. Là, ils m'ont greffé le coude et j'ai gardé mon bras droit.

Je repris le travail au mois d'août. J'ai repris du service comme abatteur de charbon mais je ne savais pas bien me servir d'un marteau piqueur. Avant d'être blessé, on m'avait remis avec mes frères Auguste et Pierre. Ils abattaient le charbon. Moi, je l'évacuais et je boisais. Nous voyagions d'une taille à l'autre mais nous restions toujours ensemble que ce soit au sud comme au nord. Nous avons toujours de bons

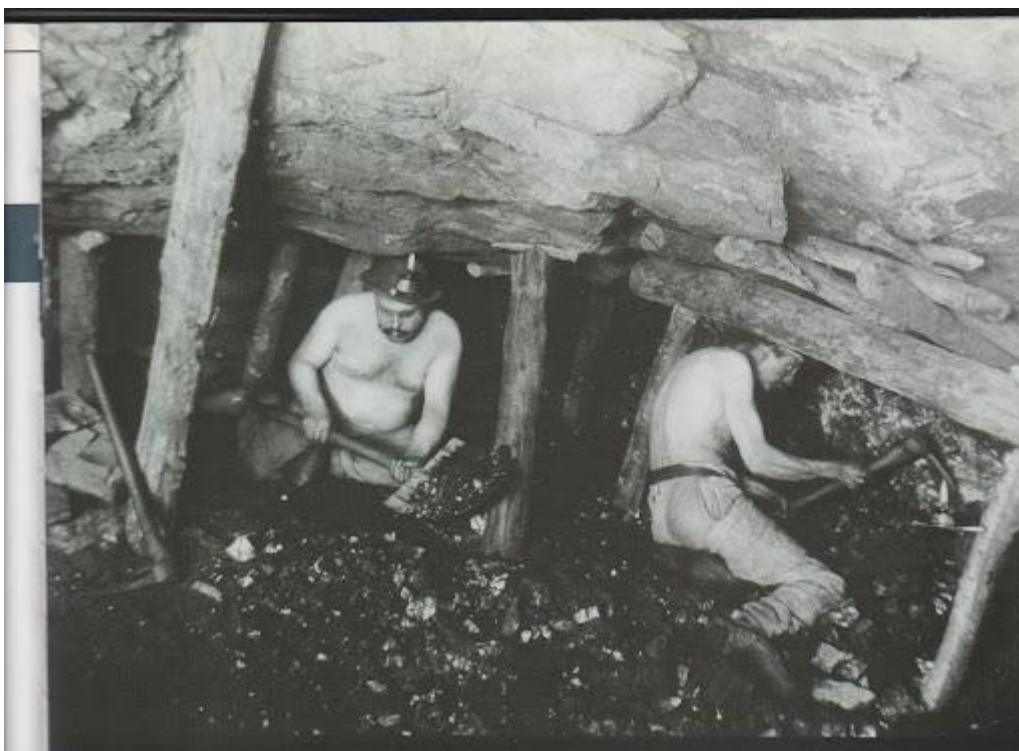
camarades flamands qui parlaient souvent un peu le français car parmi eux, il y en avait un qui avait travaillé dans les mines de Liège. Pour faire le chemin de Bourg Léopold à la mine de Beringen, nous allions soit à vélo soit en train. Nous n'étions pas trop embêtés par les patrouilles allemandes. Nous leur montrions notre laissez-passer sur lequel était collé notre photo avec l'inscription « Toegangskaart, bezgheid aan de mjn. »

Dans un café, des camarades flamands et moi avions même été arrêtés par les Feldgendarmes à Contrequette (Bourg Léopold). Le lundi matin, nous devions passer devant un officier allemand maison nous avait déjà crié « Alles Deutschlands Orbeite » ce qui veut dire « Tous travailler en Allemagne ». Quand l'officier a lu sur notre carte que nous étions des mineurs de fond pendant la guerre, mon camarade René, un flamand et moi avons été libérés. Être des mineurs de fond donc des gueules noires pendant la guerre avait son bon côté puisque nous pouvions ainsi rester au pays et en famille.

Mineur de fond : un métier harassant, dangereux

Nous voilà arrivés en 1944, un fort convoi de prisonniers russes arriva à Beringen. On les fit descendre au fond et chaque Belge fut accompagné de 5 prisonniers. On nous avait envoyé dans une taille de 1 m 50 d'ouverture qui avait été préparée pour mettre les prisonniers au travail. Nous devions veiller à leur sécurité ainsi qu'à la nôtre. En boisant au fur et à mesure de l'avancement, ils venaient au travail sans pain. Ils avaient juste un flacon d'eau. Nous leur apportions quelques poires ou pommes mais ce qui les intéressa le plus, c'était l'avancée des troupes allemandes en URSS.

Tous les jours, ils nous disaient : « Papa Staline nie kaput ! » Le jour où nous leur annonçâmes la capitulation du général von Paulus avec 80 de ses généraux et une armée entière devant Stalingrad, ils se sont mis à danser. Mes frères et moi avons arrêté le travail avec eux. Soudain un ingénieur arriva en gueulant que nous étions des saboteurs et qu'il nous punirait. Bien sûr, au carré, les Russes nous faisaient des gestes pour aller avec eux. Tout à coup, un grand type arriva sur nous. C'était un chef porion et pour notre punition, il nous envoya tous les trois dans la petite taille de 40 à 50 parfois 60 cm. Comme c'était du charbon anthracite, il était bien dur à abattre.



Ce jour-là, il s'est produit un coup de poussière dans la taille où étaient occupés nos camarades russes et flamands. Les moniteurs et le personnel de maîtrise belge étaient tous blessés plus ou moins

gravement. Six Russes sont morts à l'hôpital. Ils étaient couverts de brûlures sur tout le corps. Notre punition nous avait donc sauvé la vie. Malgré tous les accidents que j'ai subis dans ma vie de gueule noire, j'ai toujours eu de la chance et on en avait bien besoin.

Des petites tailles, il y en avait aussi en Campine comme en Wallonie. Elles avaient de 40 à 50 cm d'ouverture. Parfois quelques veines de 10 à 15 m de long pouvaient atteindre 60 cm. Bien sûr, nous avions déjà travaillé dans de petites tailles en Wallonie. Je l'ai déjà raconté pour mon travail à 14 ans au puits du Mambourg, à Jumet Hamandes mais à Beringen, il n'y en avait pas d'aussi petites comme chez nous. Dans leurs tailles, il y avait des couloirs oscillants. Notre punition était d'être bien serrés au milieu de la taille. Pour arriver sur notre lieu de travail, nous devons nous traîner dans les couloirs lorsqu'ils étaient bien sûr à l'arrêt

La hache était accrochée à notre ceinture, la lampe au cou. Nous avions aussi le marteau piqueur avec un flexible et une pelle. Arrivés sur place, nous cherchions un petit coin entre deux piles de bois pour y déposer notre veste avec notre bidon de café et notre musette avec nos tartines.

Il fallait toujours se dépêcher pour faire un trou dans la veine pour nous y placer avant que les couloirs oscillants ne se remettent en mouvement. Pour commencer notre trou, on ne savait même pas se servir de la pelle alors les premiers morceaux de charbon étaient jetés dans les couloirs en nous servant de notre calotte.

En ce temps-là, les casques des mineurs étaient faits en cuir bouilli. Quand on avait trouvé un trou pour s'y placer, on se servait de la pelle qui était spéciale aussi. Elle était petite et toute plate. Les premiers jours, le charbon était très dur à exploiter parce qu'il était contre les étançons. Au bout de quelques jours, nous étions parvenus à faire notre havée plus large pour ne plus placer les étançons contre la veine.

Les jours suivants, nous avions déjà beaucoup plus facile pour commencer à travailler. Pour manger, nous avions difficile car bien sûr les couloirs s'arrêtaient et nous devions reculer pour passer reprendre notre veste avec notre pain et notre bidon. Nous étions allongés sur le côté dans la nouvelle havée pour manger. Pour cela, ça allait encore mais pour boire, ce n'était que tout juste pour lever notre bidon. À peu près à chaque bouchée de pain, nous devions boire un coup pour pouvoir avaler. Il ne nous était pas possible de redescendre dans la voie pour manger car les couloirs oscillants ne s'arrêtaient que 15 minutes. Et oui, c'était le temps accordé aux mineurs pour manger et nous étions à 40 ou 50 m de la voie

Ce qui était terrible aussi, c'était lorsque nous avions un besoin naturel. Il fallait aller s'allonger entre deux piles de bois. Quelle affaire pour retirer notre pantalon ainsi que pour le remettre car nous étions toujours allongés sur le dos.

En écrivant ces lignes, je me demande encore comment Il était possible de travailler dans de telles conditions. Nous avons discuté avec le chef porion puis on nous avait appelé au bureau. Là, nous avons beaucoup parlé. Nous avons demandé pour avoir une fausse voie au milieu de la taille pour que l'on puisse manger comme des hommes. Plusieurs ouvriers nous soutenaient. L'ingénieur nous avait dit que nous pouvions réclamer mais pas entraîner les autres ouvriers. Au bureau, on nous appelait les rouspéteurs de Charleroi car souvent nous rouspétions sur les conditions de travail

Dans cette petite taille, nous ne sommes restés que quelques mois car lorsque nous avons été libérés des Allemands en septembre 1944, nous avons arrêté le travail durant quelques jours. Tout de suite, après la libération, on demanda des hommes pour aller travailler dans le camp de Beverloo et je me suis engagé.

Mineur, un métier dangereux.

Nous devions réparer et nettoyer les blocs du camp pour loger les armées libératrices. Mon frère Pierre s'était engagé dans l'armée belge, dans la brigade Yser. Auguste était parti rejoindre la famille à Courcelles et moi, j'ai travaillé deux mois dans le camp. Comme je ne m'y plaisais pas, je suis retourné à la mine à Beringen et j'ai repris mon travail comme abatteur de charbon. J'avais demandé pour travailler dans une grande galerie car j'étais toujours handicapé de mon bras droit.

Du fait que je travaillais au marteau piqueur, j'avais souvent des abcès sous le bras et cela me faisait perdre des journées de travail. Nous avions besoin d'argent car je m'étais marié le 9 décembre 1944. En février 1945, j'ai dû être opéré d'un très gros abcès ou furoncle sous le bras. Le docteur qui m'a soigné m'avait conseillé de ne plus travailler avec un marteau-piqueur. C'est pour cela que j'ai repris le travail sur un bouveau en préparatoire comme manœuvre à 60 % des ouvriers.



Charbonnage de Beringen

Je gagnais autant qu'un ouvrier abatteur. Cela se passait bien et je me plaisais avec une équipe de bouveleurs, un travail que je n'avais pas encore fait.

Le 24 février 1945, j'ai été appelé au bureau de recrutement de Hasselt et j'ai été désigné pour le service actif milicien 1941. Mon épouse et moi étions bien tristes car nous étions mariés depuis 3 mois et je devais partir pour 10 mois de service militaire.

Au mois d'avril quand j'ai reçu l'ordre de rejoindre le deuxième chasseur à Charleroi le 7 mai 1945 à 14h, on venait juste de placer des affiches à l'entrée du charbonnage avec des photos représentant un mineur et un soldat où il était écrit : « Votre place est plus précieuse au fond qu'au front. »

Mais nous devons signer un contrat dans lequel il était inscrit que nous devons rester dans la mine pendant 5 ans. Comme c'était ma profession et que j'avais déjà presque 10 ans de fond, j'ai accepté.

Assez bien de jeunes des classes 1941- 42 – 43 - 44 et 45 sont venus à la mine. Presque tous les hommes mariés pouvaient rester à la maison. Donc j'ai continué mon travail comme manœuvre de bouveau mais voilà encore un accident : le radier a craqué. Le second manœuvre et moi étions tombés dedans et le grand chariot de terre s'était renversé sur nous. On nous a remontés. J'étais grièvement blessé et on m'a emmené à l'hôpital de Heusden. Mes frères qui m'avaient rendu visite à l'hôpital m'avaient dit : « Reviens à Courcelles, tu vas te faire tuer à Beringen. Nous travaillons au numéro 6 de Mariemont Bascoup, ajoutèrent-ils. Là, nous sommes bien, c'était un bon puits. Il y a beaucoup d'air et nous devons mettre un lainage pour travailler.

À Beringen, dans les tailles comme sur les bouveaux ou les voies, nous travaillons en maillot de bain car la température est toujours entre 35 et 30 degrés. » J'ai répondu à mes frères que je verrais pour l'année suivante.

Après 6 semaines d'hôpital, je pouvais marcher avec des béquilles. J'avais demandé au docteur de pouvoir rentrer chez moi mais c'est seulement après quelques jours de discussions qu'il m'a autorisé à sortir. Ma femme et mon frère Albert étaient venus me rechercher. Ils m'ont aidé à monter dans le train qui allait vers Bourg Léopold. Mon frère Albert me servait aussi d'interprète car je ne savais que quelques mots de flamand mais lui, il le parlait bien et d'autre part, ma femme ne connaissait que quelques mots de français

Dès mon retour, j'ai été appelé à l'infirmerie du charbonnage pour passer une visite et là, le docteur m'a donné l'ordre de reprendre le travail. Je me suis rendu au bureau de l'ingénieur en chef. Je suis allé chez le docteur avec mon ordre de reprendre le travail. Je l'attendais dans son bureau et après une longue discussion, Monsieur Forthomme est revenu. Il m'a dit que je devais reprendre le travail car c'est moi qui avais voulu sortir de l'hôpital et que pour les médecins, j'étais guéri. Toutefois il ajouta : « Je vais en parler à Monsieur Maloteau, le conducteur des préparatoires pour qu'il vous trouve un travail léger ».

Nous étions au début de novembre 1945 quand j'ai repris le travail. Je suis descendu dans la mine en me soutenant avec deux cannes. On m'avait donné un travail léger. J'étais assis dans une niche, à côté de moi, il y avait un treuil à air comprimé que j'actionnais pour tirer les chariots de terre de la cage. Un manœuvre formait les rames pour les conduire aux têtes de taille pour remblayage. Au bout de quelques semaines de ce travail, le conducteur m'a proposé d'apprendre à conduire une locomotive. J'ai accepté. Le jour suivant, j'ai commencé avec lui comme inspecteur puisqu'il était conducteur de travaux préparatoires avec une locomotive.

On se déplaçait du nord au sud. On visitait les bouveaux et les montages en préparation. Me voilà devenu machiniste loco. Le matin, le premier train conduisait les hommes sur le travail puis je revenais avec une rame de chariots vides vers le puits. Je remontais vers les fronts de taille avec des rames de chariots de terre.

Pendant quelques jours, un machiniste expérimenté m'accompagnait pour m'apprendre le fonctionnement des aiguillages car ceux-ci fonctionnaient à l'air comprimé et des feux devaient être allumés à chaque croisement des galeries ainsi que le placement des rames à front de taille pour que les hiercheurs aient la facilité de pousser le charbon dans le culbuteur qui vide celui-ci dans les couloirs. Vers 14h, je reprenais le train d'ouvrier pour les ramener au puits.

En 1945, je conduisais quelques ouvriers pour préparer un nouveau chantier. On y creusait une taille pour les inciviques qui devaient arriver un lundi.

À

[suivre](#)

Jean le mineur

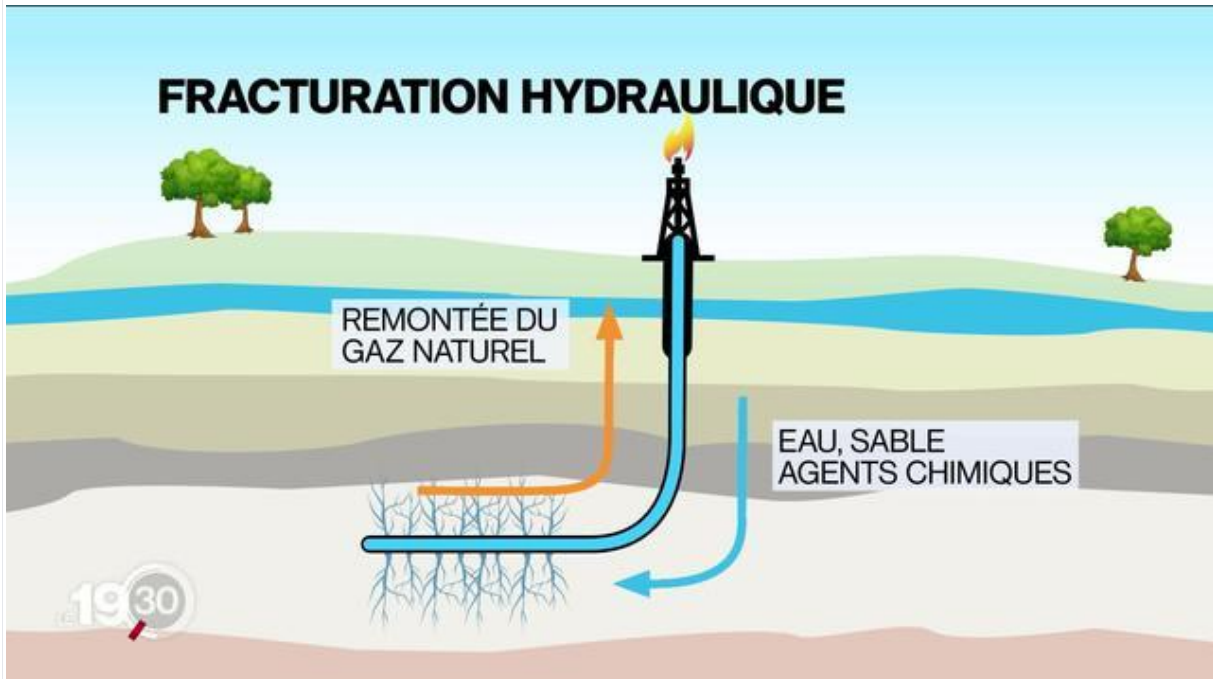
Second mandat de Trump : une offensive conservatrice et des mesures radicales

Dès le premier jour de son mandat, le futur président a promis des mesures chocs : lancement d'un programme d'expulsions de migrants, taxes douanières à tout-va, grâces pour ses partisans condamnés pour l'assaut du Capitole et mesures visant les personnes transgenres. Ces décisions radicales mettront immédiatement à l'épreuve sa marge de manœuvre institutionnelle. Tour d'horizon de promesses parfois vagues mais toujours spectaculaires avec l'historien Serge Jaumain et le chercheur en relations internationales Jean-Éric Branaa.

Climat : un retour à l'énergie fossile

Selon Jean-Éric Branaa, c'est le climat qui va principalement faire les frais du retour de Donald Trump au pouvoir, notamment avec [le retrait des États-Unis des accords de Paris](#), la fin des [régulations environnementales](#) et la relance des forages pétroliers, aussi bien sûr les terres fédérales que dans les eaux maritimes.

Le slogan "*Drill baby, drill*" (que l'on peut traduire par "fore bébé, fore", ndlr) a en effet été répété à l'envi par le climatosceptique, qui veut doper l'extraction d'énergies fossiles dès le 20 janvier. Il a par exemple assuré qu'il annulerait "*immédiatement*" [une récente décision de Joe Biden](#) consistant à interdire très largement l'exploitation "*offshore*" d'hydrocarbures. Pas sûr qu'il puisse le faire sans passer par le Congrès.



L'arrivée de Trump à la Maison-Blanche marque aussi [la fin du programme Biden](#) sur l'électricité et donc des aides pour l'électrique. Le Républicain a entre-autres exprimé sa forte opposition aux véhicules électriques, malgré son alliance avec Elon Musk, patron de Tesla. "*Donald Trump croit très clairement aux fossiles et veut relancer l'énergie fossile qui est devenue, pendant son premier mandat, une source de revenus certaine pour les États-Unis*", analyse le spécialiste de la politique et de la société américaines. "*Désormais, ils sont autonomes sur le plan du pétrole et ils exportent même du pétrole. Et il veut continuer, bien sûr, sur cette ligne-là.*"

Taxes douanières : une stratégie de confrontation

Sur le plan économique, [le président élu s'attaque également aux accords commerciaux](#) en vigueur. "*Le 20 janvier, pour l'un de mes nombreux premiers décrets, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer au Mexique et au Canada des droits de douane de 25% sur TOUS les produits entrant aux États-Unis*", avait annoncé fin novembre Donald Trump.

Cette menace de guerre commerciale avec les pays voisins, auxquels Washington est lié par un accord de libre-échange, est-elle réaliste ou s'agit-il d'un coup de bluff avant de négocier, tout comme les provocations à répétition sur une annexion du Canada ? Donald Trump justifie ce projet comme une mesure de rétorsion à l'entrée aux États-Unis de [drogues](#) et de [migrants clandestins](#).

Serge Jaumain qualifie en tout cas ces déclarations d'"*effrayantes*". "*On parle d'un peu plus de trois milliards de dollars par jour qui s'échangent entre les deux pays.*" Rien qu'en Ontario, une province située au centre-est du Canada, on craint de perdre des centaines de milliers d'emplois, remarque le chercheur. Et même si les Canadiens seront les plus impactés, les Américains risquent aussi d'en ressentir les effets. "*Des chiffres laissent entendre que 500.000 emplois pourraient disparaître [dans les différents pays] si les taxes sont mises en vigueur.*"

Malgré cela, le codirecteur du Centre d'études des Amériques "AmericaS" estime probable que Trump impose des taxes, comme il l'a annoncé. *"Peut-être pas à hauteur de 25%, mais il va certainement montrer qu'il veut protéger l'économie américaine par une série de mesures."*

Autre pays dans le viseur, [le grand rival chinois](#). Le président élu a menacé Pékin d'une hausse des taxes douanières de 10%, venant s'ajouter à celles, sur certains produits, déjà imposées lors de son premier mandat.

Donald Trump a également [menacé l'Union européenne de taxes douanières](#) si elle ne réduit pas son "énorme" déficit commercial avec Washington [en lui achetant du pétrole et du gaz](#). Les importations de biens en provenance de l'UE s'élevaient à 553,3 milliards de dollars (533,17 milliards d'euros) en 2022, tandis que les exportations des Etats-Unis vers les Vingt-Sept représentaient 350,8 milliards de dollars (338,04 milliards d'euros), selon les chiffres américains, soit un déficit commercial de 202,5 milliards de dollars (195,13 milliards d'euros) entre les États-Unis et l'Europe.

Ces menaces tarifaires pourraient, selon des analystes, être une fanfaronnade ou un moyen de pression en vue des futures négociations commerciales lorsqu'il prendra ses fonctions.

Politique étrangère : entre pragmatisme et effets d'annonce



Sur la scène géopolitique, la situation actuelle est très différente de celle qu'a connue Trump lors de son premier mandat, observe Jean-Éric Branaa. *"Donald Trump aimerait bien que ça se calme puisque tout ça n'est pas très bon pour le commerce. Or, lui, ce qui l'intéresse, c'est le transactionnel et de faire de la géoéconomie, donc de pouvoir faire des marchés avec l'ensemble des pays du monde."* C'est pourquoi il affiche des ambitions de pacification.

Avant [l'accord entre Israël et le Hamas](#) annoncé mercredi, le président élu avait dit que le mouvement islamiste palestinien vivrait un "enfer" s'il ne libérait pas les otages détenus à Gaza. Il a aussi promis un soutien sans faille à Israël dans un conflit qui dure depuis quinze mois. Même si Trump n'a pas précisé ce qu'il entendait exactement par là, Serge Jaumain pense qu'il interviendra dans les négociations.

Donald Trump veut aussi mettre fin à la guerre en Ukraine, déclenchée en février 2022 par l'invasion russe, selon un calendrier qui fluctue. Après avoir parlé de faire cesser les hostilités en 24 heures, il a évoqué plus récemment un horizon de six mois. Pour ce faire, il avait annoncé vouloir prendre contact avec Vladimir Poutine. S'il ne l'a pas déjà fait, ce sera certainement l'une de ses premières actions, prédit le professeur d'histoire, *"pour montrer qu'il est très réactif"*.

Le spécialiste de l'histoire de l'Amérique du Nord prévoit également de *"grands effets d'annonces"*, par exemple avec les questions du Groenland, du Panama ou du Canada. *"Il est difficile d'imaginer que ces mesures seront mises en œuvre, ou du moins très rapidement."*

Concernant le Groenland, [Trump avait dit vouloir l'acquérir](#). Le républicain n'a pas écarté [la possibilité d'utiliser la coercition économique ou militaire](#) pour s'emparer du territoire autonome du

Danemark. Cette idée ne date pas d'hier. Trump avait déjà proposé au Danemark de l'acheter en 2019, lors de son premier mandat de président. Cette offre avait été rejetée par la première ministre danoise Mette Frederiksen.

Trump avait aussi réitéré des menaces vis-à-vis du canal de Panama, accusant les autorités panaméennes qui le contrôlent entièrement depuis 1999 de ne pas traiter les navires américains "équitablement". Si cela ne change pas, a tonné l'ancien magnat de l'immobilier, *"nous demanderons que le canal de Panama soit tout de suite rendu aux Etats-Unis"*.

L'Américain s'attaque même au Canada, en affirmant qu'il deviendra le 51^e État des États-Unis. *"Tous les constitutionnalistes savent que c'est totalement impossible"*, rassure l'expert. *"Ça demande des démarches et l'accord des populations."*

Mais ces déclarations participent à ces effets d'annonce, analyse Jaumain, qui permettent au président d'occuper la une des médias et de faire pression. *"Parce que du coup, on sent que ses interlocuteurs internationaux se demandent : Que va-t-il arriver ? On voit que les Européens, les Canadiens ou encore les Mexicains se préparent. Donc il va essayer de jouer de sa force et de la peur qu'il suscite un peu partout dans le monde."*

La stratégie diplomatique de Trump est donc plus proche de celle du monde des affaires, résume le Belge, dont le républicain est issu. *"Il met sur la table des revendications extrêmement fortes, extrêmement dures, qui ébranlent tout le monde, qui vont à l'encontre de tous les codes diplomatiques et qui débouchent sur un 'deal'"*

Migration : une politique musclée mais limitée



En matière de migration, le président élu prévoit de lancer dès son investiture *"le plus grand programme d'expulsions de l'histoire américaine"*, a assuré le républicain pendant sa campagne. , a indiqué un haut responsable qui va prendre ses fonctions. *"Il va y avoir des actions dans tout le pays"*, a indiqué le 17 janvier sur la chaîne américaine Fox News Tom Homan, ex-directeur de l'agence chargée du contr

ôle des frontières et de l'immigration (ICE) et qui sera en charge des frontières dans l'administration Trump.

Le président élu veut aussi, dès le premier jour, mettre fin au droit du sol, qu'il juge *"ridicule"*. Selon les estimations, environ 11 millions de personnes résident clandestinement aux États-Unis. Pour passer à l'acte, Donald Trump veut déclarer l'état d'urgence national et faire appel aux militaires.

Effectivement, renvoyer un certain nombre de migrants illégaux et qui ont été condamnés sera probablement une des premières actions prises par le président Trump, pensent Serge Jaumain et Jean-Éric Branaa. Ce dernier avance même que les premières villes qui en feront les frais seront les villes *"sanctuaires"* pour les immigrants, comme Chicago, New York, Los Angeles, San Francisco ou encore Houston.

Mais, poursuit le Français, il y a une grande différence entre ce que Trump a promis et la réalité puisqu'il n'a *"ni les moyens ni les hommes pour pouvoir conduire une telle politique"*. Par ailleurs, *"il est inimaginable qu'il renvoie, comme il l'a annoncé, 11 millions d'immigrants"*, ajoute Serge Jaumain. *"Cela mettrait l'économie américaine à mal dans toute une série de secteurs et il y aurait des pressions du monde économique."*

Le président des États-Unis peut prendre certaines décisions immédiatement par simple décret. Les experts s'attendent à ce qu'il supprime une application utilisée par les demandeurs d'asile, ou un programme spécifiquement conçu pour les migrants en provenance d'Haïti, de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela.

Mais son pouvoir a des limites. Jean-Éric Branaa rappelle qu'un décret s'appuie sur une loi, mais n'a pas force de loi en tant que telle. *"Il va falloir souvent passer par le Congrès pour pouvoir mettre en place la politique qu'il va décider."* D'autres droits, comme le droit du sol par exemple, sont garantis par la Constitution. Tout programme d'expulsions pourrait donc buter sur des recours en justice, ainsi que sur le refus de certains pays d'accueillir leurs ressortissants.

Droits sociaux : un retour aux valeurs conservatrices

Le mandat de Donald Trump sera également marqué par une guerre culturelle extrêmement forte, prévient Jean-Éric Branaa. Même si les conservateurs ont déjà obtenu de nombreuses choses au cours de son premier mandat, ils considèrent qu'il faut aller plus loin. *"Quand je parle des conservateurs"*, précise-t-il, *"je vais élargir aux évangéliques parce que la religion a beaucoup d'importance"*.

Le chercheur pense en effet qu'ils vont demander, par exemple, que la Bible soit enseignée dans les écoles, qu'on retire des livres tout ce qui a un rapport aux transgenres, à la transidentité ou à autre chose que deux genres qui sont un papa et une maman pour le modèle familial.

"D'un simple trait de plume, dès le premier jour, nous mettrons un terme au délire transgenre", a d'ailleurs assuré le président élu, qui a promis d'*"exclure les transgenres"* de l'armée et des écoles. *"La politique officielle des États-Unis sera qu'il n'y a que deux genres, homme et femme"*, a-t-il affirmé.

Donald Trump a aussi promis de supprimer tout financement fédéral des écoles ayant adopté la *"théorie critique de la race"*. Ce concept, qui désigne au départ un courant de recherche, est utilisé de manière péjorative par les conservateurs pour dénoncer les enseignements de sensibilisation au racisme.

La question de l'avortement n'est pas non plus réglée. Il y aura encore des offensives, affirme Jean-Éric Branaa, notamment contre le Mifépristone, une pilule qui permet de faire un avortement médicamenteux. [La Louisiane avait en effet approuvé en mai 2024 une proposition de loi classant la pilule abortive comme substance dangereuse.](#) *"Si Donald Trump reprend le pouvoir, il essaiera de transformer ce qui se passe dans des États comme la Louisiane en une réalité à l'échelle nationale"*, avait fustigé Joe Biden.

"En fait", résume le maître de conférences à l'université d'Assas à Paris, *"il y a un retour à ce que pouvait être l'Amérique il y a maintenant 50 ans"*. Il observe un recul des droits à peu près partout, y compris les droits des femmes. Selon lui, l'idée d'un modèle familial "traditionnel", avec une femme qui reprend un rôle "traditionnel" — tel que l'imaginent les conservateurs américains — va refaire surface dans l'ensemble du pays *"parce que les conservateurs ont repris du poil de la bête"*.

Grâces pour les condamnés du 6 janvier

Enfin, Donald Trump a répété récemment qu'il prendrait [une mesure de grâce "majeure"](#) pour les personnes condamnées après l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021, qu'il qualifie d'"otages". Une certaine ambiguïté persiste pourtant sur le sort des personnes condamnées pour des violences sur des policiers.

Le 6 janvier 2021, une foule de partisans de Donald Trump avait pris d'assaut le Capitole pour empêcher la certification de la victoire de Joe Biden. Plus de 1500 personnes ont été inculpées et 1270 condamnées, [certaines attendant encore de connaître leur peine](#), selon les derniers chiffres du ministère de la Justice.

Extrait de rtbf.be

Face à Trump, la gauche doit sortir de la paralysie

Une opinion d'Edouard Delruelle, professeur de philosophie politique à l'Université de Liège

Ultimi Barbarorum ! : "les derniers des barbares !" C'est ainsi qu'en 1672, Spinoza exprima sa sidération et son indignation face au lynchage des dirigeants de la république des Pays-Bas par une foule haineuse appelant au retour du despotisme politique et de l'intolérance religieuse. Mais très vite, le philosophe chassa les "passions tristes" qui l'animaient. Il entreprit d'analyser lucidement les causes qui avaient mené au désastre et fit des propositions constitutionnelles concrètes pour retrouver le chemin de la démocratie. Ainsi fut élaboré son dernier ouvrage, le *Traité politique*.

Aujourd'hui, les "derniers des barbares" occupent la Maison Blanche, d'où ils sont en train de précipiter leur propre pays, l'Europe et le monde dans l'abîme. À notre tour sidérés, indignés, nous voyons Trump, Vance et Musk prendre le parti de Poutine contre l'Ukraine et l'Otan, démanteler l'État de droit américain et désigner les démocraties européennes comme des adversaires à abattre.

Sur le plan *géopolitique*, l'Europe abasourdie amorce un sursaut. Même si le réveil est brutal, tardif et encore incertain, Macron, Tusk, Merz, von der Leyen, Starmer semblent avoir pris la mesure du

basculement historique opéré en quelques semaines. Mais qu'en est-il sur le plan *idéologique* ? Qu'opposons-nous au projet de civilisation belliciste, viriliste et raciste de Trump ?

La réplique idéologique devrait logiquement venir de la gauche politique et militante. Las. Leaders, partis, syndicats, associations, think tanks sont toujours dans la sidération, comme le lapin hypnotisé par les feux du véhicule qui fonce sur lui. Que ce soit du côté des Démocrates américains ou des socialistes européens, de l'écologie politique ou de la gauche radicale, on ne voit aucune déclaration forte, aucune analyse lucide, aucune initiative politique à la hauteur des enjeux – à l'exception peut-être, en France, de Raphaël Glucksmann...



Comment expliquer cette paralysie ? Derrière le lapin pris dans les phares du trumpisme ne se cacherait-il pas une autruche qui ne veut pas voir la réalité ? Il est rassurant, mais erroné, de regarder la réélection de Trump à la lumière de son premier mandat de 2017-2021. Le milliardaire s'était alors comporté en guignol velléitaire, sans projet ni doctrine, butant sur le principe de réalité et des institutions démocratiques encore résilientes. Mais Trump 2 est doté d'un projet politique cohérent et prêt à l'emploi, dans un contexte où les *checks and balances* américains sont devenus inopérants. Il a entamé la destruction de l'État de droit, faisant main basse sur la justice, la fonction publique, les agences fédérales. Une guerre ouverte contre la science est enclenchée, dont les répercussions se font déjà sentir dans les universités européennes. Pour se rassurer, on table sur un échec rapide de sa politique socio-économique, prélude à un retournement de l'opinion américaine ; mais cela ne ralentira pas (que du contraire) son travail de sape de la démocratie et des droits humains au profit d'une gouvernance autocratique du monde.

Une réactualisation de la "doctrine Monroe" qui date de 1823

Il ne faut pas croire non plus que Trump est aux antipodes des tendances profondes de l'histoire américaine et de notre modernité. Et que par conséquent, une fois parti, les États-Unis redeviendront naturellement le grand "pays de la liberté" qu'ils ont toujours été. La politique internationale isolationniste et impérialiste de Trump n'est que la réactualisation de la "doctrine Monroe" qui date de... 1823. Et ses atteintes à l'État de droit, elles, s'appuient sur une théorie de "l'Exécutif unitaire" qui remonte à Reagan, Nixon et même... Roosevelt. Trump trace son chemin dans des sillons profonds de la politique américaine, qui ne s'effaceront pas avec lui. Le monde a basculé de façon irréversible dans une nouvelle ère.

Une large frange de la droite classique, dite "libérale", comme des élites économiques, partage désormais l'essentiel du corpus idéologique des néoconservateurs US

Mais l'erreur la plus manifeste de la gauche européenne, à mes yeux, est de croire que Trump et Cie n'ont de relais en Europe que dans la seule extrême-droite : Orban, Wilders, Zemmour, etc. Or le trumpisme percole désormais bien au-delà de la coalition des "Patriotes" illibéraux. Une large frange de la droite classique, dite "libérale", comme des élites économiques, partage désormais l'essentiel du corpus idéologique des néoconservateurs US, autour de quatre thématiques : (1) la mise au pas des "wokistes" (càd de ceux et celles qui dénoncent et combattent les discriminations structurelles contre les femmes, les racisés, les minorités sexuelles, les transgenres, etc.) ; (2) l'abandon des politiques sociales et environnementales ; (3) la chasse aux migrants ; (4) le démantèlement des services publics. Avec, en creux d'un tel programme, la défense inconditionnelle des détenteurs de capital et de patrimoine.

Sur le plan idéologique, la droite classique s'approche de Trump

Certes, sur le plan géopolitique, la droite classique ne peut aujourd'hui que se désolidariser de Trump (en le ménageant toutefois, au nom de "l'atlantisme"). Mais sur le plan idéologique, elle en est plus proche que jamais. Sur aucune des quatre thématiques citées, il n'existe plus de cordon sanitaire avec l'extrême-droite, mais au contraire un continuum de connivences et de collusions entre le RN et LR (et la droite de la macronie) en France ; entre l'AfD et la CDU en Allemagne ; entre le Belang, la N-VA et le MR en Belgique – pour ne rien dire des alliances en bonne et due forme en Italie, aux Pays-Bas, etc.

Qui aujourd'hui, dans les partis de gauche, tire les conséquences de cette nouvelle donne politique ? Celle-ci exige pourtant une remise en question du logiciel idéologique progressiste et une reconfiguration de ses formes d'organisation et d'action. J'identifie au moins, pour la gauche, trois enjeux existentiels :

Ne pas renoncer à un projet écosocial ambitieux

SOCIÉTÉ

Libéralisme autoritaire ou illibéralisme ? Un angle mort du débat

Par Céline Jouin

PHILOSOPHE

AOC

1. Idéologiquement, comment soutenir l'inévitable effort de guerre face à la Russie, après le lâchage annoncé des USA, sans sacrifier les politiques sociales et environnementales qui sont plus nécessaires que jamais ? On peut certes déplorer que l'Europe annonce comme par miracle avoir trouvé pour se réarmer 800 milliards d'euros qu'elle a toujours refusés à l'Europe sociale. Il n'en reste pas moins que celle-ci ne verra le jour que dans un espace où la paix et la sécurité sont garanties. Comment s'affranchir du pacifisme et du non-alignement, devenus obsolètes, sans renoncer à un projet écosocial ambitieux ? C'est un vrai défi idéologique que la gauche doit relever au plus vite, en montrant que la sécurité n'est pas seulement militaire, mais englobe aussi l'indépendance énergétique et la protection sociale. En

l'absence d'un discours progressiste clair et crédible, c'est le narratif de droite, déjà bien rôdé, qui s'imposera : davantage de défense, c'est forcément moins de "social" ...

Une reconquête idéologique

2. Il est temps d'entamer la reconquête idéologique, la lutte pour "l'hégémonie", comme disait Gramsci.

La gauche est devenue incapable d'imposer ses thèmes, ni même de les défendre. Lorsque le Centre Jean Gol (MR), converti en redoutable outil de guerre culturelle, publia il y a deux ans une "étude" à charge contre le "wokisme", accusant chercheurs et chercheuses, militants et militantes de propager un "*nouveau totalitarisme*" (*sic*), aucun des centres d'études des partis progressistes ne répliqua. Pourquoi cette pusillanimité ? Par peur d'aborder des sujets de société "clivants" comme le racisme ou la "diversité" ? Le résultat, c'est que l'antiwokisme, cheval de Troie du trumpisme, a largement réussi à décrédibiliser les luttes pour l'égalité et les mouvements sociaux qui les portent. N'est-il pas temps que les centres d'études du PS, d'Écolo et du PTB se mettent à leur tour en mode "machines de guerre" contre le trumpisme à peine fardé de G-L. Bouchez et Cie ?

Le non-sens des petites divisions de la gauche

3. Dans un monde au bord du précipice, face à un large front néoconservateur décomplexé (lui-même boosté par les moyens financiers illimités de Musk et des Gafam), les petites divisions de la gauche européenne ont-elles encore un sens ? Qu'est-ce qui justifie aujourd'hui l'existence de deux partis, PS et Écolo, dont les programmes sont des quasi-copiés-collés l'un de l'autre ? Je ne suis pas naïf, je sais que les appareils sont imperméables à tout rapprochement, et qu'avec celui du PTB, pro-russe et eurosceptique, c'est carrément impossible. Mais derrière les appareils, il y a des militants, des électeurs, ou tout simplement des citoyens attachés à la démocratie, qui sont en demande de convergences et de perspectives. Dans les années 1930, face à Mussolini et Hitler, un large front antifasciste s'était aussitôt constitué, qui suscita nombre d'actes de résistance concrets, et qui fut aussi à l'origine des projets de Sécurité sociale et de renforcement de la démocratie mis en œuvre en 1945. Un nouvel antifascisme n'est-il pas à inventer ?

Si elle ne veut pas disparaître, la gauche européenne doit au plus vite réaffirmer ses principes, débattre de ses priorités, proposer une alternative. Pourquoi Paul Magnette, Président du PS mais aussi brillant politologue spécialiste de l'Europe, ne prend-il pas l'initiative de réunir à Bruxelles (ou ailleurs) les leaders socio-démocrates et écologistes européens ? En 2017, il avait mené avec panache la fronde contre le CETA : les circonstances n'imposent-elles pas d'en faire au moins autant ?

Extrait de La Libre.be

À Munich, J.D. Vance annonce le retour du « shérif » américain

Le vice-président états-unien a transformé son discours, prononcé vendredi lors de la conférence de Munich sur la sécurité, en réquisitoire contre l'Europe et en véritable manifeste de l'internationale réactionnaire.

Plus qu'une leçon, un véritable manifeste. Une déclaration de guerre idéologique, même. J. D. Vance a profité de la conférence de Munich sur la sécurité pour défier l'Europe et la prévenir de jours de conflits. Quelques heures après le coup de fil de Donald Trump à Vladimir Poutine et l'évocation de conditions favorables à Moscou, le vice-président américain était attendu sur l'Ukraine. Il a à peine mentionné le sujet, ravalé au rang de question secondaire.

En revanche, il a transformé son intervention en réquisitoire contre ce qu'est devenue, à ses yeux d'idéologue d'extrême droite, l'Europe : « *La menace qui m'inquiète le plus en Europe n'est ni la Russie, ni la Chine, ni celle d'aucun autre acteur extérieur. Ce qui m'inquiète, c'est la menace venant de l'intérieur. C'est le recul de l'Europe par rapport à certaines de ses valeurs les plus fondamentales, les valeurs qu'elle partage avec les États-Unis d'Amérique.* »

Le « free speech » comme prétexte

« *La liberté d'expression, je le crains, est en recul* », a-t-il accusé, devant un auditoire médusé qui n'a manifestement pas encore pris la mesure de la portée du nouvel âge des relations diplomatiques qu'entend ouvrir le trumpisme décomplexé.

Ce que le bras droit de Donald Trump catégorise comme des attaques contre le « free speech » relève, en fait, de lois de pays européens qui considèrent certaines actions non comme l'expression d'opinions mais comme des délits. La liste dressée par l'ancien sénateur de l'Ohio et très proche de Peter Thiel, le techno-libertarien membre de la « PayPal Mafia », est éloquent.



Il a cité le cas d'un militant chrétien « *condamné par le gouvernement* » suédois (en fait, la justice) pour avoir participé à des autodafés du Coran. Puis celui d'Adam Smith Conner, activiste chrétien anti-avortement anglais, ayant contrevenu à une loi dite des « zones tampons » (« Buffer Zones Law »), qui interdit à quiconque d'influencer la décision d'une personne dans un rayon de 200 mètres autour d'un établissement pratiquant l'avortement.

Enfin, il a évoqué l'Allemagne, « *où la police a procédé à des descentes chez des citoyens soupçonnés d'avoir posté des commentaires antiféministes en ligne* ». Dans le monde de J. D. Vance, chacun a le droit d'émettre des opinions racistes et misogynes.

Une nouvelle ingérence trumpiste dans les élections législatives allemandes

Le vice-président des États-Unis a également expliqué aux dirigeants européens comment ils devaient agir avec leurs propres extrêmes droites. À commencer par le pays hôte de la conférence, l'Allemagne. « *Ce à quoi la démocratie allemande (...) ne peut survivre, c'est de dire à des millions d'électeurs que leurs pensées et leurs préoccupations (...) ne méritent même pas d'être prises en considération* », a martelé J. D. Vance, qui a joint les actes aux paroles, en rencontrant, en marge de la conférence, la candidate de l'AfD, Alice Weidel, avec laquelle Elon Musk avait déjà échangé lors d'une émission sur X, la présentant comme la seule « solution » d'avenir pour la première puissance européenne.

Une ingérence manifeste qui a conduit à un fait rarissime : l'expression publique du chancelier allemand contre le représentant d'une administration américaine. « *De l'expérience du national-socialisme, les partis démocratiques en Allemagne ont tiré un consensus général : c'est le mur pare-feu (l'équivalent d'un cordon sanitaire – NDLR) contre les partis d'extrême droite* », a rappelé Olaf Scholz sur X.

La deuxième grande menace définie par le colistier de Donald Trump ? Sans surprise : « *Les migrations de masse* ». Là encore, il a fustigé les « *décisions conscientes prises par des responsables politiques à travers le continent et le monde, durant toute une décennie* ». Et d'ajouter, dans une exploitation traditionnelle de l'extrême droite : « *Nous avons vu les horreurs engendrées par ces décisions hier même dans cette ville.* »

Référence à l'attentat à la voiture bélier menée à Munich par un réfugié afghan de 24 ans. Les élites politiques sont tenues pour responsables de cette situation puisque « *aucun électeur sur ce continent ne s'est rendu aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions d'immigrés sans contrôle* ».

Le message ne pouvait être plus clair : « *Il y a un nouveau shérif à Washington* » et il ne ressemble pas tout à fait à ses prédécesseurs. Le Parti républicain est désormais plus libertarien que libéral (au sens européen du terme). Le multilatéralisme n'en a plus pour longtemps, déjà fissuré par les coups de boutoir de Washington, qui fait cavalier seul.

À titre d'exemple, les pays européens ne sont pas conviés à la table des « négociations » pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Ils sont juste invités à assurer le « service après-vente », en acceptant l'Ukraine au sein de l'Union européenne et en gonflant les dépenses d'armement afin de subvenir à leur propre défense.

La règle de non-ingérence n'a plus cours et la notion d' « alliés » semble démonétisée, au profit d'un nouveau paradigme qui émerge avec la primauté accordée par les États-Unis à l'internationale réactionnaire, y compris au cœur du Vieux Continent. L'offensive se fait à découvert, ce qui lui donne l'apparence d'un rouleau compresseur, mais l'expose également plus facilement à une contre-offensive.

Christophe

Deroubaix

Extrait

de

l'Humanité.

--

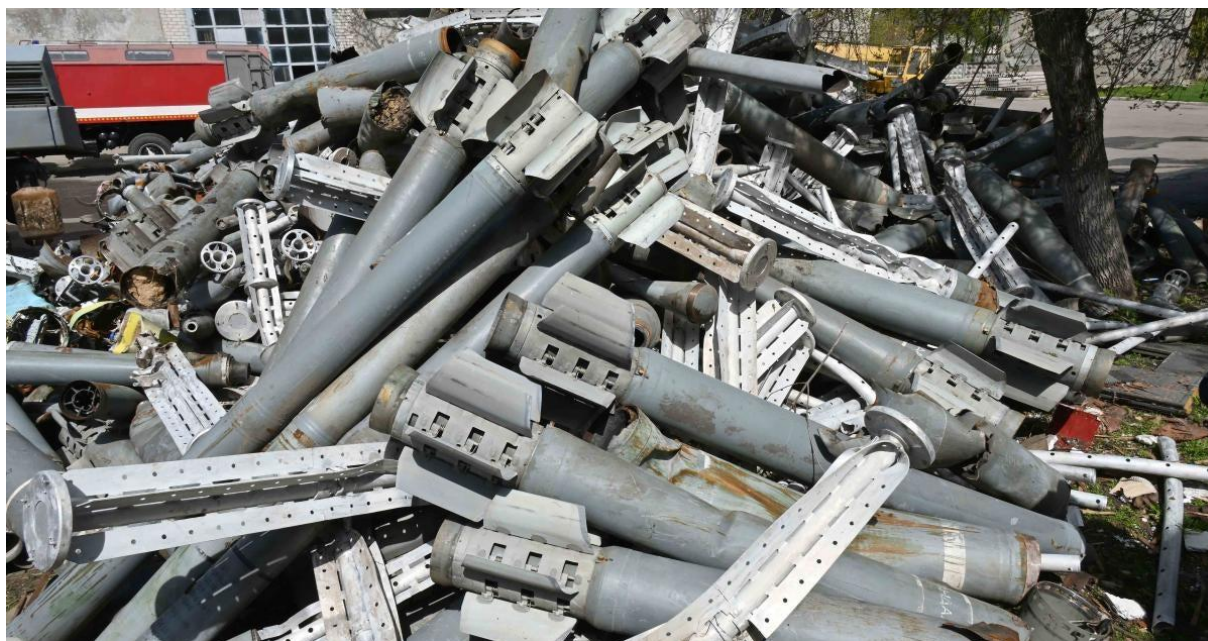
Les armes rendent le monde plus dangereux

Stop à l'augmentation des dépenses militaires et à la militarisation de nos sociétés

Le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine, au Congo, au Soudan et tous les nombreux autres conflits armés mettent le système international sous très forte pression. La guerre est une horreur et la recherche de solutions est essentielle. Le gouvernement belge n'envisage qu'une seule option : plus d'armes et plus de dépenses militaires. Mais l'histoire montre que cela ne mène pas à la paix, ni ne permet de garantir la « sécurité ».

Les problèmes de sécurité internationale sont enracinés dans les bouleversements socio-économiques et environnementaux, le pillage et l'exploitation ou sont les conséquences d'un manque de diplomatie et de mécanismes multilatéraux de sécurité collective.

Réduire la sécurité à une question d'armement et de confrontation militaire présente d'énormes dangers. La militarisation toujours plus soutenue de la scène internationale empêche la coopération multilatérale, pourtant indispensable si l'on veut s'attaquer aux problématiques mondiales urgentes, dont la pauvreté, la faim, le logement, le dérèglement climatique, le génocide, les conflits armés ou la menace nucléaire. L'augmentation continue des dépenses militaires s'organise au détriment des ressources nécessaires aux mécanismes qui assurent réellement la sécurité des individus et de la planète.



Une architecture de sécurité inclusive, qui accorde une place centrale à la diplomatie, au désarmement, à la justice sociale et à la durabilité environnementale doit être au cœur de notre approche visant à assurer la paix et la sécurité. Nous appelons le gouvernement à réviser en profondeur l'accord de coalition dans ce sens.

Pour une société en sécurité, pas d'augmentation des dépenses militaires

Le budget militaire belge a doublé entre 2017 et 2024, passant de 3,9 milliards d'euros à 7,9 milliards d'euros. Il a bénéficié de deux cycles de « recapitalisation » avec des injections financières de 9,2 milliards (gouvernement Michel, 2019) et 10,2 milliards (gouvernement De Croo, 2022). Pourtant, et malgré la période d'austérité budgétaire annoncée pour cette législature, le gouvernement Arizona souhaite encore augmenter les dépenses militaires de la Belgique à 2 % du PIB d'ici 2029 et 2,5 % d'ici 2034. Entre-temps, le gouvernement semble même vouloir accélérer ses ambitions pour atteindre l'objectif de 2 % déjà en 2025. Cela correspond à une augmentation de 4,5 milliards d'euros du budget annuel de l'armée belge. L'équivalent de ce qu'on annonce comme économie sur les dépenses sociales et les services publics durant cette législature.

Toutefois, selon le secrétaire général de l'OTAN, cela reste insuffisant. Il appelle à ce que les dépenses en matière d'éducation, de santé et de pensions soient encore réduites au profit des budgets militaires. Dans la perspective de son sommet en juin 2025, l'OTAN envisage ainsi d'augmenter la « norme budgétaire » à au moins 3 %. Officiellement, cette nouvelle « nécessité » se fait sentir à cause de la « menace russe ». Or, aujourd'hui déjà, les dépenses militaires de la Russie représentent à peine 10 % de celles des États membres de l'OTAN, et à peine 1/3 de ce que les pays européens dépensent pour leurs armées, alors que la Russie est empêtrée dans le borbier de la guerre en Ukraine. La possibilité que la Russie s'engage dans une confrontation militaire avec un État membre de l'OTAN est très largement

contestable et ne permet pas de légitimer cette militarisation continue.

Nous demandons instamment de réallouer les investissements envisagés vers la sécurité sociale, les services publics, la solidarité internationale, la lutte contre le dérèglement du climat ou l'accueil des réfugiés. Vers tous les mécanismes qui participent effectivement et réellement à la sécurité humaine.

Pas de vente d'actifs publics au profit de l'industrie militaire

Le gouvernement prévoit de puiser une part significative des ressources destinées à l'augmentation du budget de l'armée dans un nouveau « fonds pour la défense » à créer. Celui-ci serait alimenté par la vente d'actifs publics. En pratique, cela signifie que les fonds issus de biens publics seraient injectés dans l'industrie de l'armement et dans l'achat de matériel de guerre, y compris des avions de chasse supplémentaires et une troisième frégate.

Nous nous opposons à la privatisation des ressources collectives au profit du complexe militaro-industriel et rappelons qu'il est illusoire de croire que plus d'armes garantira plus de sécurité.

3. Diplomatie, désescalade et garanties mutuelles de sécurité

Nous rejetons un ordre mondial fondé sur les rivalités entre blocs de puissance visant la domination géostratégique.

La fin de la guerre en Ukraine peut ouvrir la voie à une nouvelle prise de conscience de la nécessité d'investir dans un système de sécurité inclusif, basé sur le principe que la sécurité ne peut être recherchée au détriment des autres. La Belgique peut jouer un rôle proactif dans l'établissement d'un accord de paix avec la Russie basé sur le respect du droit international, les intérêts de sécurité mutuels et le désarmement. La diplomatie et la désescalade constituent les matrices d'une paix durable.

Il est impératif de poursuivre une politique volontariste qui vise à préserver et à renforcer le système multilatéral, le droit international et les droits humains.

4. Les armes nucléaires hors de Belgique



La guerre en Ukraine a à nouveau rendu perceptible le danger d'une confrontation nucléaire. Il est inacceptable que le gouvernement refuse de confirmer officiellement la présence d'armes nucléaires étatsuniennes sur le territoire belge et refuse de communiquer sur le déploiement récent de nouvelles bombes nucléaires B61-12 dans notre pays. Ces armes nucléaires font de notre pays une cible et

augmentent l'insécurité. Pour les déployer, notre pays a en outre commandé 34 avions de combat F-35 à un coût exorbitant. Le gouvernement doit mettre fin au secret et permettre un débat transparent. Nous voulons que ces armes de destruction massive quittent notre territoire. Le gouvernement peut prendre l'initiative pour une Europe et un monde dénucléarisé. La Belgique devrait adhérer au Traité d'interdiction des armes nucléaires.

5. Une culture militariste n'est pas une culture de la sécurité

Pour convaincre la population d'accepter l'augmentation des dépenses militaires et la militarisation, le gouvernement entend développer « *une approche pan sociétale* », pour sensibiliser « *l'ensemble de la société à une nouvelle culture de la sécurité* ». En d'autres termes, il tente d'effrayer la communauté. Or, la culture militarisée de la sécurité ne permet pas à une société de comprendre ou de relever les défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée. Nous appelons à la promotion active des droits humains, de la démocratie et de la justice - en bref, à la promotion d'une culture de la paix, dans laquelle l'éducation occupe un rôle central.

Texte de la plateforme 'Stop Militarisation'

Extrait du site du Parti Humaniste de Belgique.

Le mouvement pour la paix s'insurge contre la nouvelle augmentation annoncée des dépenses militaires



L'Europe traverse une période critique. La guerre en Ukraine, l'instabilité géopolitique mondiale et les déclarations (pas toujours fiables) du président étasunien en fonction de désengagements stratégiques des Etats-Unis, poussent l'Union Européenne à réinterroger comment elle assure sa sécurité. Elle se cherche une nouvelle identité, pour continuer à être pertinente sur la scène internationale.

Face à ces défis, la Commission européenne, sous la direction d'Ursula von der Leyen, propose un plan baptisé « Réarmer l'Europe ». Derrière ce titre guerrier, se cache une logique dangereuse qui menace les fondements mêmes du projet européen de paix, et plus gravement invoque l'urgence pour prendre des mesures qui engagerait, illégalement, l'UE dans une économie de guerre.

Un plan qui tourne le dos à l'esprit fondateur de l'Union européenne

L'Union européenne est née d'une volonté claire : prévenir la guerre en favorisant la coopération et la diplomatie. La Déclaration Schuman de 1950 avait pour ambition de rendre toute guerre entre nations européennes non seulement impensable, mais impossible. Le choix des mots dans ce plan n'est pas anodin : parler de « réarmement » normalise une logique de confrontation et d'escalade au lieu de prôner la prévention et le dialogue. La posture internationale de l'UE, jusqu'en 2015, qui tirait parti de son attrait économique, culturel et politique pour façonner les normes à l'échelle mondiale semble être impitoyablement abandonnée au profit d'une logique de surenchère à l'armement.

L'UE devrait être une force de paix sur la scène internationale, promotrice des objectifs de développement durable, et non un acteur qui alimente la militarisation mondiale. En encourageant les

investissements massifs dans l'armement, elle risque de provoquer une course à l'armement, déstabilisant encore davantage la situation internationale.

Une approche qui met en péril la sécurité globale

Le principal argument avancé pour justifier ce plan est la nécessité de se préparer face aux menaces. Pourtant, l'histoire démontre que l'accumulation d'armes n'a jamais garanti la paix. Bien au contraire, une posture agressive accroît les tensions avec les voisins et approfondit les divisions plutôt que de les résoudre. Face à la montée des conflits, l'UE devrait privilégier des investissements dans la diplomatie, la prévention des crises et la médiation internationale, plutôt que de s'engager dans une escalade militaire coûteuse et risquée.

Une procédure illégale et un financement inacceptable

Illégalité de la procédure :



alamy

Image ID: BMF0JX
www.alamy.com

Le plan « Réarmer l'Europe » soulève des questions juridiques et éthiques majeures. La Commission européenne propose d'utiliser l'article 122 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE), un dispositif conçu pour les situations d'urgence, afin de contourner le Parlement européen, seule institution représentative des citoyens. Une manœuvre qui trahit le principe démocratique et qui pourrait avoir des conséquences durables sur la gouvernance européenne, vise à imposer un plan de long terme qui endettera nos générations à venir sous couvert d'urgence. En effet, Ursula von der Leyen a

explicitement déclaré que ce plan s'appliquerait pour les dix prochaines années, ce qui dépasse largement le cadre temporaire prévu par l'article 122 TFEU.

Pour rappel, l'article 122 TFEU a été utilisé dans le passé afin de prendre des mesures urgentes dans les situations suivantes :

- La dette de la Grèce et sauvetage de l'euro (pour lequel l'article 122 a finalement été écarté par la Cour de justice de l'Union européenne car ne pouvait pas servir de base légale pour des mesures de long terme ou pour des plans de sauvetage financier massifs).
- La santé (COVID),
- L'approvisionnement énergétique (guerre Ukraine).



Dans ce cadre spécifique, ReArm Europe est un plan qui ne vise pas à prendre une mesure urgente, mais à “défendre” les citoyens de l'Union, dans les années à venir, contre les menaces d'une guerre potentielle. En d'autres termes, il est évident que le cadre juridique de l'article 122 utilisé pour le plan de “réarmement” n'est pas une mesure temporaire, mais est destiné, comme l'admet elle-même la Présidente Von der Leyen dans sa lettre, à s'appliquer au moins pour la prochaine décennie¹. Les solutions pour s'assurer de la légalité de ce plan sont, soit, l'application de l'article 352.1 TFEU(2), qui prévoit, après décision à l'unanimité du conseil, la participation du parlement européen et un débat démocratique, soit, considérant la presque impossibilité de l'unanimité du Conseil compte tenu des divergences catégoriques sur la question de la défense, d'introduire le plan dans la régulation EDIP en cours de discussion (European Defense Investment Program ou Programme pour l'investissement de la défense européenne).

Financement sur le dos de la sécurité sociale, de l'environnement et de la paix

Outre l'illégalité de la prise de décision du plan, politiquement, il s'en va de questionner où les dirigeants de l'Union veulent nous mener, car à la surprise générale, son financement (à hauteur de 800 milliards !) repose en partie sur les fonds de cohésion européens, initialement prévus pour réduire les inégalités régionales et financer la relocalisation des industries clés pour la transition écologique, s'assurer un plus grand taux d'emploi au niveau européen, ... Tout au plus, ce que la Commission prouve à l'heure actuelle, c'est qu'elle est en mesure de dégager des fonds gargantuesques pour faire face à des crises, mais qu'elle n'estime pas que le développement durable, l'éducation, la santé, et la lutte contre le changement climatique, soient des politiques qui méritent de mobiliser les ressources nécessaires.

Refusons une Europe militarisée, revendiquons une Europe pacifique et solidaire

Nous ne pouvons accepter que l'UE s'engage dans une voie qui nous rapproche du conflit plutôt que de la paix. Nous appelons toutes les forces progressistes, pacifistes et attachées aux valeurs de justice afin d'exiger :

- Une politique européenne axée sur la diplomatie, le dialogue et la médiation internationale, afin de prévenir les conflits plutôt que de les alimenter.
- Un réinvestissement massif dans la transition écologique, l'éducation et la santé, véritables remparts contre l'instabilité et les inégalités.
- Un respect strict des processus démocratiques en Europe, en refusant tout contournement du Parlement européen et en garantissant la transparence des décisions.

L'Europe a un rôle crucial à jouer sur la scène internationale, mais ce rôle doit être celui d'un artisan de paix, et non d'un acteur qui alimente les tensions mondiales. En réaffirmant son engagement en faveur de la coopération, de la solidarité et de la démocratie, l'UE peut retrouver sa pertinence et incarner un modèle de stabilité et de progrès pour le monde.

Associations signataires :

CNAPD, Comité belge de soutien au peuple sahraoui, CSOtan, INTAL, Pax Christi Vlaanderen, Vrede vzw, Vredesactie, Vzw Aan De IJzer

Contacts presse :

(NL) Ludo De Brabander (Vrede vzw) – 0473 51 64 62

(FR) Samuel Legros (CNAPD) – 0484 64 57 92

Nationaliste flamand, fan de la Rome antique et obsédé par le « wokisme »... Qui est Bart de Wever, le nouveau premier ministre Belge ?



Il y avait bien quelque chose de baroque à voir Bart de Wever et son fils parader avec un étendard romain à peine les résultats des élections communales livrés, en octobre dernier. Auréolé d'un aigle, le sigle romain « le Sénat et le Peuple romain » (SPQR) a néanmoins été adapté à la sauce flamande « SPQA » pour Anvers dont il est l'édile depuis 2013.

« Rome a gagné, la liberté a gagné, la prospérité a gagné, Anvers se pare d'or et de jaune », a-t-il claironné en référence à la couleur de son parti Nouvelle Alliance Flamande (N-VA, nationaliste). L'emblème romain provient de la collection personnelle du nouveau premier ministre. Celui qui a pris ses fonctions ce lundi 3 février, huit mois après les législatives, nourrit une passion sans

borne pour la Rome antique, largement instrumentalisée par les idéologues d'extrême droite depuis Charles Maurras.

L'obsession de Bart de Wever pour les empereurs de l'Antiquité a de quoi faire frémir. Son bureau déborde de livres qui y sont consacrés et de pièces romaines. Lui arpente les tribunes en agitant le spectre d'une civilisation européenne sous la menace. Lorsqu'en 2016, un directeur d'usine est décapité en Isère par un islamiste, le bourgmestre d'Anvers tweete en latin « Hannibal ad portas » (Hannibal à nos portes). Fils d'un cheminot d'extrême droite, le premier ministre multiplie les parallèles entre l'histoire ancienne et l'actualité.

Le « pays le plus raté du monde »

Si elles résonnent joliment, elles n'en sont pas pour autant pertinentes. « *La Pax Romana, qu'Auguste a inaugurée, ce sont presque cinq cents ans de prospérité et de tranquillité en Europe. Moi, je ne suis pas sûr que l'Union européenne va connaître cinq cents ans de tranquillité. Et l'unité de l'Europe était plus profonde à son époque qu'à la nôtre* », livrait-il au magazine wallon *Wilfried*. La fascination pour le colonialisme et l'impérialisme romain sont des ressorts connus à l'extrême droite dont son parti ne se revendique pourtant pas, malgré l'étanchéité de la frontière avec le Vlaams Belang.

Nationaliste et indépendantiste flamand, le nouveau chef du gouvernement dit Arizona, en référence au drapeau de l'État américain bleu, rouge, orange, a néanmoins une histoire familiale qui pèse lourd. « *Son grand-père était cadre du VNV (la Ligue nationale flamande, NDLR), le parti aux ordres des nazis en Flandre. Ses parents, militants à la Volksunie (le grand cartel nationaliste jusqu'en 2001), louaient des locaux au VNJ, les jeunesses d'extrême droite flamande* », note l'historien Adrian Thomas. Selon le site belge d'investigations *Apache*, Bart De Wever se rend sur la tombe de son père après chaque scrutin, preuve que « *la vision politique du bourgmestre d'Anvers a, en grande partie, été structurée par les convictions nationalistes flamandes de son père et de sa famille* », note le journaliste Georges Timmerman.

Né en 1970, Bart de Wever fait ses classes au sein du cercle étudiant catholique (Vlaams Hoogstudenten Verbond, KVHV), vivier de cadres de la N-VA et du Vlaams Belang. Comme d'autres à droite de l'échiquier, il considère qu'un « *nihilisme identitaire* » s'est emparé de la Flandres après mai 1968. Le racisme n'est jamais bien loin : « *les gauchistes de mai 68 embrassent désormais le port du foulard comme symbole d'égalité* », jure-t-il. Son obsession du « wokisme », auquel il consacre un livre, va dans le même sens. En 1993 et 1994, l'historien en formation prend les rênes de la revue *Ons Leven* du KVHV à l'université catholique de Louvain, avant d'entamer une thèse sur le mouvement nationaliste flamand d'après-guerre.

Deux ans plus tard, il se rend à une conférence du patriarche du Front national français, Jean-Marie Le Pen, de passage dans un cercle de débat d'extrême droite. Lorsque les archives refont surface en 2007, il tempère la portée politique de sa démarche : « *J'avais juste fini mes études et je pensais que c'était une occasion unique de pouvoir entendre Le Pen, qui était à l'époque un personnage de poids dans la politique française. Je suis un légaliste, avec des convictions démocratiques, mais j'ai une conception anglo-saxonne de la liberté d'expression : dans une démocratie, tout le monde doit être libre d'exprimer son opinion, même si c'est une opinion que je déteste. Et je préfère toujours avoir une information de première main que de manière filtrée.* »

La N-Va, qu'il préside, n'a jamais hésité à ouvrir ses portes aux figures de l'extrême droite régionale. L'ascension de Bart de Wever témoigne des digues qui ne cessent de sauter en Europe pour la formation d'alliances de toute la droite sur le modèle prôné par Giorgia Meloni en Italie et Marion Maréchal en France. Le voilà désormais à la tête du « *pays le plus raté du monde* », selon sa propre expression.

Lina Sankari

Extrait de l'Humanité

« On était vus comme des bêtes... » : le village de Bamboula, un zoo humain en 1994

En 1994, Lassina Coulibaly et Édith Lago ont fait partie de la vingtaine d'artistes et artisans exposés dans un parc à thème digne de l'époque coloniale : le village de Bamboula. Un épisode tragique après lequel ils ont su se réinventer.

Entouré des vignes de muscadet, Lassina Coulibaly sort du cabanon qui lui sert de studio en brandissant fièrement son boloye, un instrument traditionnel du nord de la Côte d'Ivoire. Sous la grisaille de Loire-Atlantique, le musicien de 56 ans qui vient d'échanger son T-shirt pour une chemise dashiki fait étalage de la culture de son pays. En retrait, Jean-Louis et Vincent Livenais s'amusent de la fierté et des facéties de leur comparse.

Depuis 1996, les frères nantais enchaînent les projets avec leur ami. Le premier doit d'ailleurs planifier avec lui les prochaines répétitions de leur duo, Tchologo, un groupe de blues oscillant entre rock et musique africaine, entre Bashung et Salif Keïta. Le second montre les photos du terrain à Khorogo, ville natale de Lassina, qu'ils viennent d'acquérir. Dans quelques mois s'y érigeria le nouveau centre du Yelemba, la troupe qu'il a montée il y a trente et un ans et qui, depuis, a formé plus d'une centaine de musiciens français aux percussions africaine



Le mirage d'une formidable aventure

« C'est devenu une grande famille, j'en vois encore beaucoup aujourd'hui, raconte Lassina. D'ailleurs, je suis allé récemment chez l'un d'entre eux et, sur la route, je suis passé devant les grilles du Safari Park de Port-Saint-Père, là où tout a commencé. » Son fils, adolescent, entend la conversation. Il demande si des artistes sont toujours dans ce zoo, désormais appelé Planète sauvage, où son père a vécu six mois en 1994. *« Non, heureusement on n'enferme plus les gens en 2025 »,* répond sa mère dans un sourire amer. Car oui, ce parc a exposé des Africains, privés de leur liberté, comme des curiosités. Un zoo humain, en France, dans les années 1990.

Lassina Coulibaly n'a pas de tabou vis-à-vis de cette période, mais il refuse d'être cantonné à un statut de victime qu'il n'est pas. Il préfère volontiers parler de sa carrière qui, paradoxalement, a basculé positivement dans cette plaine sauvage qui aurait dû être réservée aux animaux. *« La vie est un*

chemin, philosophe-t-il. Sans le safari, je n'aurais sans doute pas fait les rencontres qui m'ont amené ici. »

S'il ne veut pas retenir que les mauvais côtés de cette histoire, c'est aussi parce qu'elle avait, au départ, tout d'une formidable aventure. Celle d'une troupe de danseurs et de percussionnistes invités à montrer en France l'étendue de leurs talents et la richesse de la culture ivoirienne. *« Moi, fille de paysans, j'allais pouvoir vivre de la danse et voyager, c'était incroyable »*, se souvient Édith Lago.

Un partenariat avec un marchand de biscuits

Celle qui travaille aujourd'hui dans une école parisienne n'avait que 13 ans à l'époque. Elle venait d'intégrer le Djolem, l'équivalent privé de l'orchestre et du ballet nationaux de Côte d'Ivoire. Et dont Dany Laurent, directeur du Safari Park, tombe amoureux en décembre 1993. L'entrepreneur veut développer le zoo. Pour cela, il vient de signer un contrat avec la biscuiterie Saint-Michel pour sponsoriser un nouvel espace de boutiques et restaurants.

Dans cet univers africain en pleine campagne, Saint-Michel choisit de mettre en avant un de ses gâteaux, représenté par un personnage d'enfant noir vêtu d'une toge léopard : Bamboula. Un symbole du puissant racisme ordinaire à l'œuvre dans ces années 1980 et 1990.

Édith, Lassina et une dizaine d'autres artistes (dont cinq mineurs) vont le subir quand, en mars 1994, ils débarquent au zoo de Port-Saint-Père dont ils deviennent l'attraction finale, accompagnés de plusieurs artisans du pays. Après avoir regardé les animaux de la savane, les touristes doivent passer par le fameux « village de Bamboula » avant d'observer ces Africains, vêtus d'habits traditionnels, courts, même en hiver.

Une femme seins nus sur les panneaux publicitaires

Six fois par jour, pendant trente minutes, la troupe présente les danses de leur pays. Mais une est particulièrement prisée, une danse aux seins nus, pratiquée par des artistes dont la moitié étaient mineurs. *« C'est une danse traditionnelle du nord du pays qu'on appelle n'goron, qui normalement se fait à certaines occasions, explique Édith. Mais là, c'était tout le temps. Et si on ne le faisait pas, les gens râlaient. »*

Car c'est ce qui leur a été promis. *« En une de "Ouest France" et sur des affiches partout à Nantes, on voyait des publicités avec, en gros plan, une femme seins nus. C'était abject »*, se souvient Philippe Gautier, alors représentant local du Snam-CGT.

L'affaire ne fait pas un scandale national, loin de là, mais la presse locale s'en fait l'écho, tandis qu'associations et syndicats montent le collectif Non à la réserve humaine. Journalistes et militants vont à la rencontre des Ivoiriens. *« Mais on nous avait fermement dit de prétendre que tout allait bien. Notre chef, Salif Coulibaly (aucun lien avec Lassina – NDLR), était derrière les journalistes pour surveiller ce qu'on disait »*, raconte Édith.

Passeports confisqués

Ce n'est que des années plus tard qu'elle racontera leurs nuits, à cinq par terre dans une petite chambre, seuls dans le zoo avec les animaux à proximité. Les passeports gardés par Dany Laurent, puis Salif Coulibaly, pour mieux les maintenir dans l'enceinte du parc. Les invitations du chef à venir passer la nuit dans sa chambre, ce qu'elle a toujours refusé. *« Pour m'échapper, je devais monter sur un seau et sauter par la fenêtre, raconte-t-elle. En fait, on était sous l'emprise de Dany Laurent et de Salif. »*

Ces derniers sont les chevilles ouvrières du système de domination instauré à Port-Saint-Père. Ce sont eux qui ont signé le contrat décrétant que les travailleurs seraient payés selon le régime ivoirien, le tout avec l'accord de la préfecture et du conseil général. *« C'était du néocolonialisme, il allait de soi que la loi ne s'appliquait pas pour eux »*, déplore Philippe Gautier.



Au bout de trois mois, le parc est finalement contraint de scolariser les mineurs, et tous devront être payés au Smic. Mais Salif Coulibaly gardera la différence. *« Il prétendait que c'était trop compliqué de nous ouvrir des comptes bancaires donc tout était viré sur le sien, en Côte d'Ivoire. À notre retour, il m'a donné l'équivalent de 800 francs par mois au lieu de 5 000 »*, raconte Édith Lago.

« On s'est échappé dans la nuit, en passant sous le grillage »

Pour Lassina, ces dernières semaines au Safari Park sont aussi celles de la rupture avec Salif Coulibaly, qui l'avait repéré dix ans plus tôt, dans son village, alors qu'il n'avait que 15 ans. Un *« père spirituel »* dont il subit, en France, la tyrannie. *« On avait même l'interdiction de sortir. Mais quelques fois, d'abord tout seul puis avec deux ou trois autres, on s'est échappé dans la nuit, en passant sous*

le grillage, pour rejoindre des musiciens du coin. » Parmi eux, Benoît Le Péchon, qui va changer la vie de Lassina.

Ce professeur de percussions au conservatoire de Nantes, curieux de rencontrer des professionnels dans son domaine, vient assister aux représentations de la troupe et noue rapidement une grande amitié avec le batteur du Djolem. *« Dany Laurent et Salif voyaient d'un mauvais œil qu'on discute avec des Français, ils avaient peur qu'on leur échappe »*, relate Lassina. Une crainte justifiée : alors que le contrat entre le Djolem et le Safari Park approche de la fin, l'Ivoirien et le Français se promettent de travailler ensemble.

Le parc est condamné pour atteinte à la dignité humaine

Le départ en Côte d'Ivoire arrive plus vite que prévu. En septembre 1994, le tribunal judiciaire de Nantes lance une enquête qui aboutira à la condamnation du parc pour atteinte à la dignité humaine. Un

inspecteur du travail prend alors contact avec Dany Laurent. Dès le lendemain, toute la troupe fait ses valises dans la précipitation. Le début de la liberté pour Lassina et Édith. Bien qu'à Abidjan le chef continue d'exercer son emprise, confisquant les passeports et ponctionnant les salaires.

Très vite, le premier lui annonce son départ. Il ne lui dit pas, en revanche, qu'il commence à monter une autre troupe, pour laquelle il va débaucher la moitié des artistes de Port-Saint-Père, dont Édith Lago. « *Avec Lass, on a compris qu'on pouvait sortir des griffes de Salif*, raconte-t-elle. *Mais il fallait faire attention, on craignait sa violence. Je n'ai même pas osé le confronter. Un beau matin, il ne m'a plus jamais revue.* »

Yelemba est ainsi né. Dans le même temps, Benoît Le Péchon monte, à Nantes, l'association Planète Tam-Tam, corollaire du Yelemba. « *Ses élèves venaient se former à nos côtés et eux nous aidaient à nous structurer* », se souvient Lassina. La troupe se développe rapidement. Yelemba devient une référence de la musique et de la danse ivoiriennes, les amenant à performer dans de grands festivals et à voyager en Russie, en Corée du Sud, dans toute l'Europe...

La sortie d'un documentaire agit comme un électrochoc

Édith quittera la troupe en 2002. En septembre de cette année-là, un coup d'État éclate en Côte d'Ivoire, alors que les artistes sont en France. Pendant cinq ans, ils ne peuvent retourner chez eux. Certains quittent le groupe, comme la plupart des anciens du Safari Park. « *C'était l'occasion de voir d'autres choses, d'autres troupes, et fonder une famille* », relate Édith.

Lassina, lui, en a aussi profité pour développer de nouveaux ponts entre les musiques occidentales et africaines, en créant le collectif Akeikoï avec les frères Livenais, qui a abouti à la production de deux albums et la création d'un grand spectacle musical et écolo, Homo Natura.

Longtemps liés, Lassina Coulibaly et Édith Lago se sont perdus de vue à cette période. Mais, en 2022, une soirée les a réunis, à la sortie d'un documentaire, « le Village de Bamboula », de François Tchernia et Yoann de Montgrand. Le film, qui a sorti cette histoire de l'oubli, a eu l'effet d'un électrochoc pour Édith Lago : « *Ça a explosé dans ma tête. La manière dont on était exploités, vus comme des bêtes... Toute cette domination ne m'était jamais apparue aussi clairement.* »

Un présent pas tout à fait débarrassé de ces stigmates

Elle envisage depuis des poursuites judiciaires, contre le parc qui a un temps vendu des cartes postales la représentant seins nus, voire contre l'État français pour sa complicité. Lassina, plus prompt à pardonner – il est même retourné voir Salif Coulibaly, peu avant sa mort en 2014 –, a du mal à comprendre cette démarche : « *Je ne sais pas si c'est utile de ressasser tout ça.* » Il convient toutefois que raconter le passé peut aider à améliorer un présent qui ne s'est pas tout à fait débarrassé de ces stigmates.

Les tabous autour du « village de Bamboula » en témoignent. Pour cet article, Planète sauvage comme plusieurs élus de l'époque n'ont pas répondu à nos sollicitations. Pour vendre leur documentaire à la télévision, François Tchernia et Yoann de Montgrand se sont, eux, d'abord vu rétorquer « *que cette histoire n'avait pas une dimension nationale* ». Preuve que la société française a encore du chemin à faire pour regarder en face son histoire coloniale et postcoloniale.

Florent LE DU

Extrait

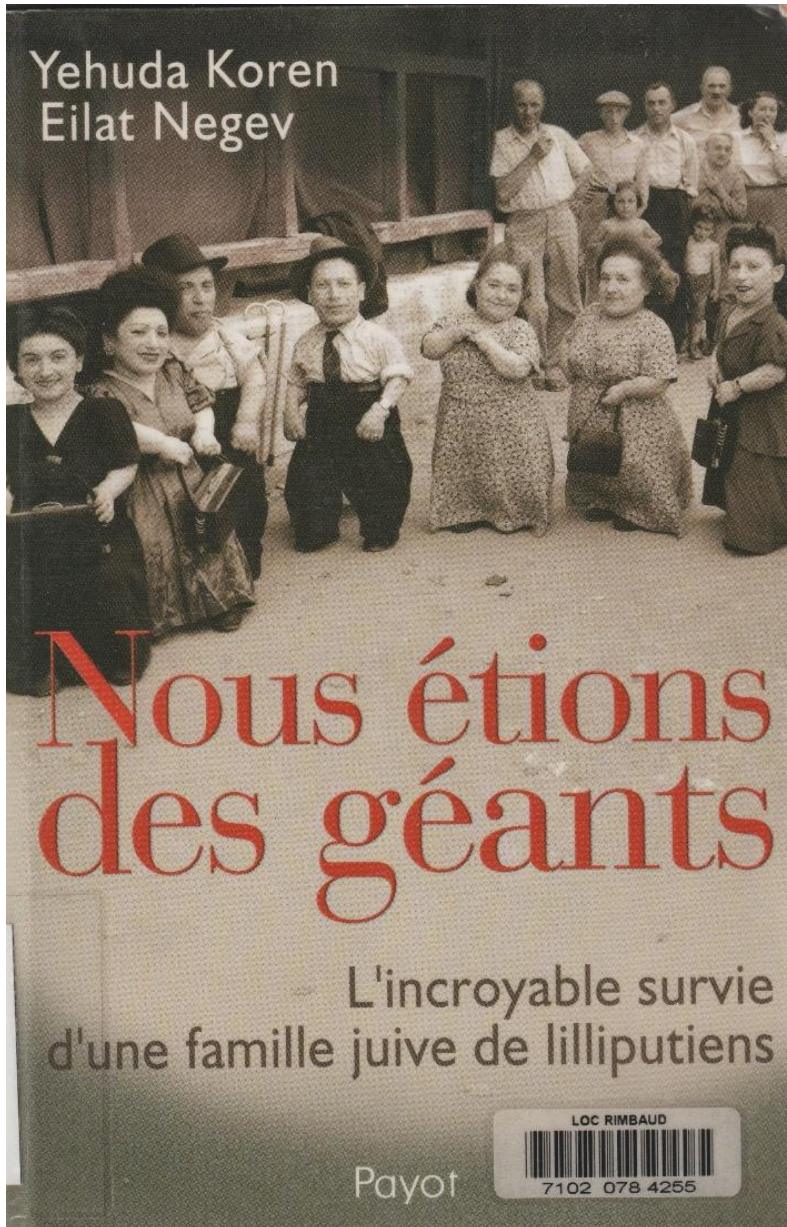
de

l'Humanité.

Lecture

Nous étions des géants ; l'incroyable survie d'une famille juive de lilliputiens

Yehuda Koren, Eilat Negev



« Un jour, racontent les auteurs, nous sommes tombés sur cette phrase dans un livre d'histoire : "En 1949, les Sept Nains d'Auschwitz firent une tournée dans les villes d'Israël en donnant un spectacle de chant et de danse." Intrigués par cette étrange union entre la mort et le divertissement, nous avons rencontré Perla Ovitz, la dernière survivante d'une singulière fratrie originaire du nord de La Transylvanie. Elle est devenue notre amie et nous a raconté à Haïfa la fabuleuse histoire de sa famille. » Artiste et homme de foi, le minuscule Shimshon Eizik Ovitz eut dix enfants entre 1886 et 1921, dont sept de petite taille. Ces derniers fondèrent la Troupe lilliputienne et se produisirent à travers l'Europe centrale comme musiciens, chanteurs et comédiens. Au printemps 1944 ; tous furent déportés à Auschwitz-Birkenau avec

plusieurs membres de leur famille. Dès leur arrivée au camp ; ils furent sélectionnés pour servir d'objets d'étude au docteur Mengele qui cherchait à percer les mystères de la génétique. S'ils subirent nombre d'exams, tous survécurent et ils entretenirent avec le sinistre médecin une relation étrange : c'est parce qu'il les avait choisis pour son laboratoire que le nazi leur avait sauvé la vie, mais à tout moment celui qui se faisait appeler « Oncle Mengele » par ses cobayes pouvait décider de les renouveler. Après leur libération en janvier 1945, frères et sœurs vécurent bien des aventures. En 1949 ils émigrèrent en Israël où ils durent de nouveau vivre dans les sordides baraquements d'un camp. Pourtant, au long de toutes ces années d'épreuves, les Ovitz ne perdirent jamais goût à la vie parce que jamais ils ne se séparèrent